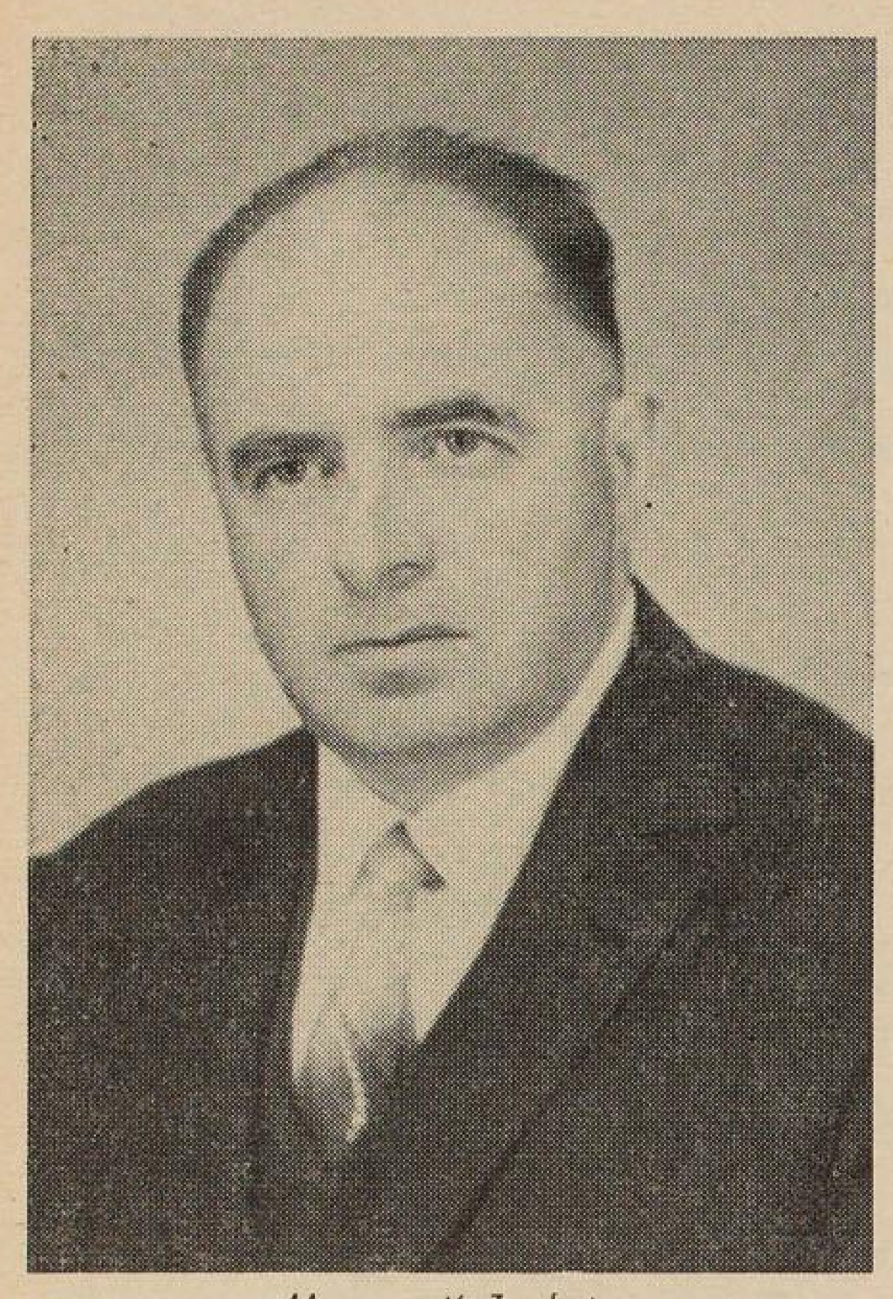
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — Département de S.-&-M.

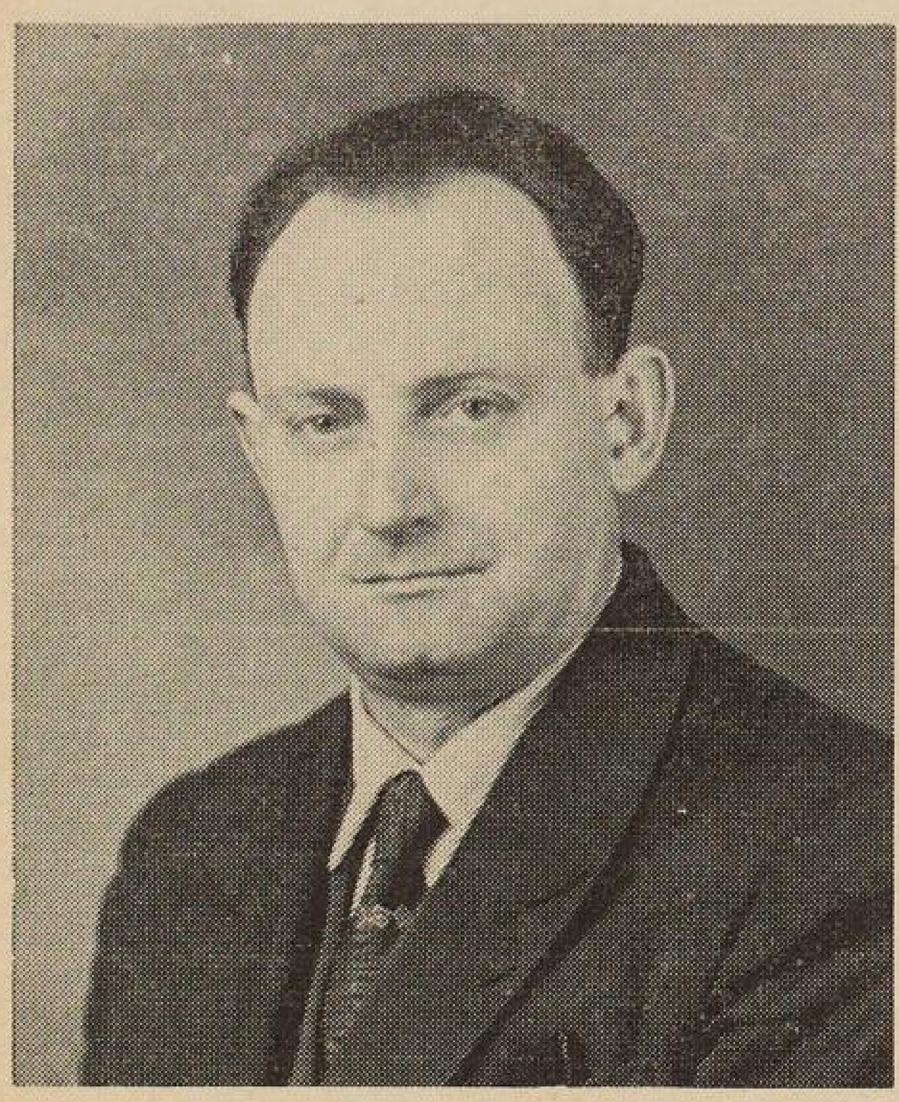
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967
CIRCONSCRIPTION DE **PROVINS-MONTEREAU**

Jean SÉJOURNÉ

CANDIDAT DU
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
POUR
L'UNION DES FORCES DE GAUCHE
ET DÉMOCRATIQUES



44 ans, marié, 3 enfants
Agent de maîtrise, Ancien résistant, Maire de Varennes-sur-Seine depuis 1959, Secrétaire adjoint de la Fédération Départementale des Élus républicains, Membre du Bureau Fédéral de Seine-et-Marne du Parti Communiste Français



Maurice ORY

Remplaçant éventuel, 54 ans, marié, 3 enfants, Sous-chef de Gare à PROVINS, militant syndical, Membre du Bureau fédéral de Seine-et-Marne du Parti Communiste Français

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Depuis 1958, le Général de Gaulle et son équipe de robots, tels PEYREFITTE et PEZOUT, détiennent tous les pouvoirs.

Ils ont eu tous les moyens pour pratiquer une politique de progrès social.

Au lieu de cela, ce régime de pouvoir personnel, que nous combattons depuis le début, sacrifie les intérêts des travailleurs et de la Nation au seul profit du grand capital et à la course aux armements.

Ainsi :

4 millions de salariés, dont 3 millions de femmes gagnent moins de 60.000 A. F. par mois.

1 million 500.000 personnes âgées n'ont qu'une allocation de 5,65 F. par jour, tout juste de quoi ne pas mourir de faim.

La fiscalité est de plus en plus écrasante :

Le nombre des salariés assujettis à l'impôt sur le revenu est passé en 8 ans de 4.300.000 à 9.000.000.

Les taxes indirectes, supportées surtout par la population laborieuse, représentent le 1/4 du prix de vente des produits et pour l'état 68 % des recettes fiscales.

Les impôts communaux et départementaux montent irrésistiblement.

Pendant le même temps, le gouvernement accorde de substantiels dégrèvements fiscaux aux grandes sociétés capitalistes.

Le Veme Plan prévoit 600.000 chômeurs, surtout des jeunes, en 1970, les effets se font déjà sentir dans notre circonscription : licenciements et réductions d'horaires dans les régions de Montereau, La Ferté-Gaucher et Provins.

En grand retard sur les besoins, l'enseignement est mis au service des monopoles et du patronat.

La moitié des jeunes gens et les trois quarts des jeunes filles quittent l'école sans métier en raison de l'insuffisance des établissements d'enseignement technique.

Dans notre circonscription, un seul collège d'enseignement technique pour une circonscription de plus de 100.000 habitants.

La prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, prévue à partir de 1967 est reportée en 1972-1974.

Le nombre de logements sociaux est en régression alors que celui des mal logés, des jeunes ménages, augmente, de même que le prix des loyers.

Des sommes considérables sont investies dans la force de frappe et les dépenses militaires (30 % du budget national) au détriment des équipements sociaux, culturels, sportifs et hospitaliers.

L'exode rural s'amplifie.

Les droits acquis des anciens combattants sont violés,

Cette politique, le pouvoir gaulliste entend l'agraver après les élections :

Par de nouvelles hausses des tarifs des services publics, par une "réforme" de la sécurité sociale.

Cette politique antisociale et antidémocratique provoque le mécontentement légitime de toutes les couches de la population laborieuse.

UNE AUTRE POLITIQUE EST POSSIBLE

Dans l'impossibilité d'exposer dans cette circulaire la totalité de notre programme, nous ne reprendrons que quelques points essentiels, à savoir :

L'augmentation générale et progressive des salaires, traitements et retraites.

L'application aux salariés agricoles des mêmes droits qu'aux autres salariés.

La réduction du temps de travail sans diminution de salaire, la garantie et l'extension des libertés syndicales.

L'amélioration de la condition féminine, égalité pour un même travail, relèvement des prestations familiales.

Satisfaction des revendications de la jeunesse "à travail égal, salaire égal", installations sportives et culturelles.

L'attribution du quart du budget à l'éducation nationale, une réforme démocratique de l'enseignement et la stricte application de la laïcité.

La satisfaction des revendications des anciens combattants.

La construction de 600.000 logements par an dont plus de la moitié en logements sociaux. Et dans notre circonscription une répartition en fonction des besoins de chaque commune.

La réalisation de ces mesures est inséparable d'une politique active de paix et de désarmement. Elle passe par la nationalisation des grands monopoles industriels et bancaires, un plan démocratique de développement économique et social et la démocratisation de l'impôt.

Il existe une force capable de réaliser ce changement complet de politique : c'est L'UNION des travailleurs et de toutes les victimes du grand capital, l'Union des communistes, des socialistes et de tous les hommes et femmes de progrès contre la réaction quel que soit son visage.

Cette force de l'union a déjà fait ses preuves lors de l'élection présidentielle de Décembre 1965.
L'immense masse des travailleurs et des républicains aspire à l'union de tous les partis de gauche sur un programme commun pour obtenir une politique de progrès.

Le Parti Communiste, en ce qui le concerne, continuera comme par le passé, de lutter pour que se réalise cette union.

L'accord Parti Communiste, Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, bien que limité, constitue un pas en avant dans ce sens.

Notre objectif principal est de mettre fin au régime de pouvoir personnel et d'établir un régime vraiment démocratique permettant de faire une politique de progrès social et de paix.

Électrices, Électeurs des cantons de BRAY-SUR-SEINE, DONNEMARIE-EN-MONTOIS, LA FERTÉ-GAUCHER, MONTEREAU, NANGIS, PROVINS, ROZAY-EN-BRIE et VILLIERS-SAINT-GEORGES, en votant par milliers dès le premier tour pour les candidats du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, vous marquerez votre volonté de voir se réaliser l'union de toutes les forces de gauche.

PAS D'ABSTENTION, POUR LA DÉFENSE DE VOS INTÉRÊTS

Votez pour Jean SÉJOURNÉ

et Maurice ORY

Imp. LE BRIARD Tél. 13 Provins

VU LES CANDIDATS